

Israël, le conflit et la paix : foire aux questions sur le conflit israélo-palestinien

Le processus de paix israélo-palestinien – décembre 2009

[La paix](#) | [La reconnaissance](#) |

L'économie |

Les localités juives des Territoires

Jérusalem | Les réfugiés palestiniens | La solution de l'Etat binational

La paix

- Comment y parvenir ?
- Quels sont les cinq principes directeurs de la paix ?
- Comment les Palestiniens réagissent-ils aux propositions de paix d'Israël ?
- Dans quelle mesure la prise de pouvoir du Hamas à Gaza a remis en cause les chances de parvenir à une paix négociée ?
- Un gouvernement palestinien d'unité nationale composé du Hamas et du Fatah serait-il un partenaire pour la paix ?
- Pourquoi les incitations à la haine sont-elles une menace pour la paix ?

La reconnaissance

- Pour quelles raisons Israël doit-il être reconnu en tant qu'Etat-nation juif ?
- Quelle est la position israélienne concernant l'établissement d'un Etat palestinien ?

L'économie

- Quelles mesures ont été prises par Israël pour promouvoir l'économie de la Cisjordanie ?

Les localités juives des Territoires

- [La Cisjordanie est-elle un territoire "occupé" ou "contesté" ?](#)
- [Pourquoi exige-t-on le retrait d'Israël sur les frontières de 1967 ?](#)
- [Les localités juives des Territoires sont-elles un obstacle à la paix ?](#)
- [Les localités juives constituent-elles une violation du droit international et des accords signés par Israël et les Palestiniens ?](#)
- [L'exigence palestinienne de gel total et permanent des activités de construction menées dans les localités juives des Territoires justifie-t-elle le refus de négocier ?](#)

Jérusalem

- [Quel est le statut de Jérusalem ?](#)

Les réfugiés palestiniens

- [Le "droit au retour" des Palestiniens est-il justifiable ?](#)

La solution de l'Etat binational

- [La solution "un Etat pour deux peuples" est-elle équitable ?](#)

La paix



La paix exige des concessions réciproques afin de rapprocher les parties au conflit et de résoudre tous les problèmes en suspens.



◆ Comment y parvenir ?

Un rêve rallie tous les Israéliens : voir grandir les enfants juifs et arabes libérés de la menace de guerre et de la peur du terrorisme. Malheureusement, la longue série d'échecs des pourparlers de paix avec les Palestiniens a prouvé que la nostalgie de la paix ne suffit guère. Israël n'a cessé de faire à ses partenaires palestiniens des propositions de paix audacieuses et des concessions majeures, a renoncé à de vastes étendues de territoire, démantelé des localités juives et des bases militaires, retiré ses forces, allant même jusqu'à [prendre des mesures permettant aux Palestiniens d'établir les fondations de leur autonomie](#). En retour, Israël a eu droit à [une campagne de terrorisme, à des attentats suicide, à des lancers de roquettes](#) et à des incitations à la haine à l'endroit des juifs en général et des Israéliens en particulier. Ces agressions palestiniennes ont été accompagnées d'une campagne internationale de délégitimation de l'existence même d'Israël et de tentatives de saper son économie.

Israël a toujours été favorable aux compromis, et chaque gouvernement israélien – le présent compris – s'est montré disposé à faire de grands sacrifices pour parvenir à la paix. Mais la paix exige des concessions réciproques, et au même titre qu'Israël reconnaît les droits et les

intérêts des Palestiniens, ces derniers doivent reconnaître les droits et les intérêts légitimes des Israéliens. La paix n'advient que par le biais de négociations loyales qui résoudront tous les différends et les problèmes en suspens.

◆ **Quels sont les cinq principes directeurs de la paix ?**

Les fondements indispensables à une paix durable se situent dans l'observation de cinq principes : les trois premiers portant sur la reconnaissance de la légitimité de l'Etat d'Israël, les deux derniers sur des questions de sécurité. Si ces principes ne constituent pas d'emblée des conditions préalables à des pourparlers de paix, il n'empêche que la paix ne sera possible que s'ils sont satisfaits. Ces cinq postulats sont les suivants :

1. Au même titre qu'Israël est tenue de s'engager à reconnaître un Etat-nation palestinien, les Palestiniens doivent reconnaître l'Etat d'Israël en tant qu'Etat-nation du peuple juif. C'est précisément leur refus de reconnaître Israël en tant qu'Etat juif qui constitue la pomme de discorde du conflit.
2. La question des réfugiés palestiniens doit être résolue dans le cadre d'un Etat-nation palestinien. Si ces réfugiés doivent être libres de se réinstaller dans leur patrie, Israël ne peut de son côté se permettre d'être submergé par un flux de réfugiés qui saperaient par leur seule présence l'identité fondamentale du seul Etat juif au monde.
3. L'accord de paix doit être exhaustif et définitif. La paix doit être permanente, et non une étape provisoire au cours de laquelle les Palestiniens feraient un usage délétère de leur Etat pour relancer leurs hostilités contre Israël. Aucune nouvelle revendication ne doit être avancée après la signature du traité de paix.
4. Compte tenu des attaques lancées sur Israël après le retrait de la bande de Gaza et du Sud-Liban, il importe que le futur Etat palestinien ne constitue plus une menace pour Israël. Il n'est pas question que les territoires évacués dans le cadre d'un accord de paix soient exploités par des organisations terroristes ou par des suppôts de l'Iran pour lancer des attaques contre Israël. Le seul moyen de parvenir à cet objectif et d'éviter un nouveau conflit est la démilitarisation effective du futur Etat palestinien.
5. Tout traité de paix doit être garanti par la communauté internationale – sous l'égide des Etats-Unis – tout particulièrement sur les registres essentiels de la démilitarisation et des mesures de sécurité. Le soutien aux pays respectifs devra s'exprimer par des moyens politiques et non par des moyens militaires. La garantie internationale ajoutera une dimension dissuasive à ceux qui entendent invalider ou violer les accords de démilitarisation.

◆ **Comment les Palestiniens réagissent-ils aux propositions de paix d'Israël ?**

La population israélienne s'est toujours montrée disposée à des concessions capitales en échange de la paix, de façon unilatérale comme lors de négociations. A chaque fois, la paix semblait possible, et lorsqu'un partenaire aux pourparlers s'avérait disposé à négocier Israël réagissait positivement en témoignant de sa capacité et de son aspiration à la paix.

Cette disposition d'Israël à parvenir à un accord précéda même l'établissement de l'Etat. Les dirigeants d'alors consentirent aux divers plans de partition votés par la communauté internationale – y compris la [Résolution 181 de l'Onu](#) de 1947 qui préconisait la partition du territoire mandataire en un Etat juif et un Etat arabe. Malheureusement, ce plan fut rejeté d'emblée par les Arabes, comme l'avait été la [proposition de la Commission Peel en 1937](#) et le [Livre blanc britannique de 1939](#) qui tous deux envisageaient l'établissement d'un Etat palestinien aux côtés de l'Etat juif.

Après la création de l'Etat d'Israël en 1948, les Palestiniens comme leurs tuteurs arabes étaient à l'évidence plus soucieux de détruire Israël que d'établir un Etat palestinien. C'est ainsi que de 1948 à 1967, la Cisjordanie et la bande de Gaza furent respectivement placées sous contrôle jordanien et égyptien et qu'aucun effort ne fut investi pour établir un Etat palestinien et pour faire cesser les agressions contre Israël.

Suite à la victoire d'Israël au cours de la guerre préventive des [Six-Jours](#), la [Ligue arabe](#) rejeta massivement les propositions de paix d'Israël en formulant les "trois non" du sommet de Khartoum : "non à la paix avec Israël, non à la reconnaissance d'Israël, non à la négociation avec Israël."

Le premier traité de paix d'Israël avec un pays voisin fut signé au terme de pourparlers menés suite à la [visite à Jérusalem du président égyptien Anouar Sadate en 1977](#). En contrepartie, Israël restitua à l'Egypte les 91 % de la zone tampon passée sous contrôle israélien après la guerre de Six-Jours. Ce faisant, Israël renonça à des stations électroniques de détection précoce qui lui étaient vitales, à 170 postes et bases militaires, à des usines, des entreprises, des villages agricoles, ainsi qu'à un gisement pétrolier découvert par Israël. En outre, Israël dut rapatrier sur son territoire 7000 de ses citoyens qui vivaient dans les localités du Sinaï. Le tout fut rendu sur une promesse de paix. [Le traité de paix avec l'Egypte](#) a par conséquent fait la preuve qu'Israël est prêt à des sacrifices en échange de la paix.

En revanche, les Palestiniens, qui auraient pu asseoir leur autonomie grâce aux [accords de Camp David](#) refusèrent de coopérer, et perdirent ce faisant l'occasion de réaliser leurs aspirations nationales.

Les évolutions dans l'arène internationale firent que les Palestiniens et les pays arabes voisins – la Syrie, le Liban et la Jordanie – se résolurent à participer à des négociations bilatérales et multilatérales avec Israël, et des pourparlers directs furent inaugurés lors de la [Conférence de Madrid de 1991](#) qui débouchèrent sur la signature d'un [traité de paix entre Israël et la Jordanie](#) en octobre 1994.

Les pourparlers entre Israéliens et Palestiniens aboutirent pour leur part à la [Déclaration de principes de septembre 1993](#). En échange de la promesse palestinienne de reconnaître Israël et de renoncer à la violence et au terrorisme, Israël fit des concessions conséquentes et concrètes, en particulier l'établissement d'une Autorité palestinienne en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sous la conduite de Yasser Arafat. Israël consentit alors au transfert aux Palestiniens de pouvoirs et de responsabilités considérables dans de vastes zones géographiques.

Les négociations censées mener à une solution définitive furent entachées par les attentats terroristes palestiniens s'accompagnèrent d'une campagne d'incitation à la haine anti-israélienne menée par les médias, les écoles et les mosquées palestiniens. Ces négociations débouchèrent toutefois, en l'an 2000, sur les sommets très contestés de [Camp David](#) et de [Taba](#) au cours desquels les dirigeants israéliens proposèrent des concessions exceptionnelles en échange de la paix. Malheureusement, Yasser Arafat choisit de rejeter des propositions israéliennes sans précédent qui se seraient concrétisées par la création d'un Etat palestinien en Cisjordanie et à Gaza. Il finit d'ailleurs par rejeter toute négociation et lança une nouvelle vague de terrorisme, la [Seconde intifada](#) qui fit des milliers de morts parmi les Israéliens et les Palestiniens.

En l'absence d'un partenaire sérieux et désireux de renouveler le processus de paix, [Israël prit unilatéralement la décision de se retirer de la bande de Gaza en 2005](#), déracinant des milliers de familles israéliennes qui vivaient dans cette région. Avec le départ de Gaza du dernier habitant juif et du dernier soldat de Tsahal, Israël espérait que cette concession considérable fournirait aux Palestiniens l'occasion de poser pacifiquement les fondations d'un Etat qui assurerait un avenir meilleur aux deux peuples.

Mais une fois de plus, Israël ne fut pas payé de retour pour ce douloureux sacrifice. [L'organisation terroriste islamiste du Hamas s'empara du pouvoir à Gaza](#) et [assaillit les villes et localités du sud d'Israël à l'aide de roquettes et de mortiers](#), contraignant Israël à lancer une [opération militaire de grande envergure à Gaza en décembre 2008](#) qui parvint à réduire les attaques du Hamas.



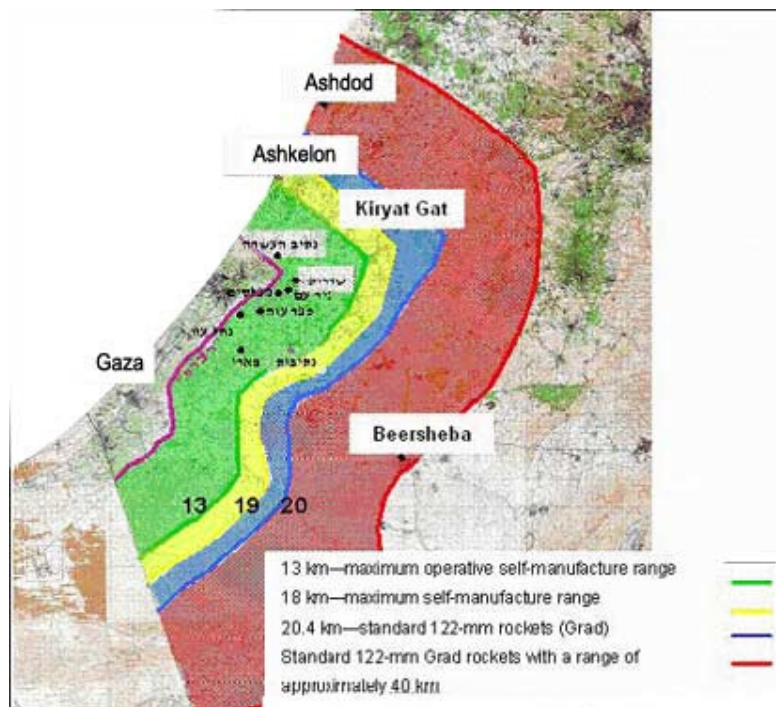
[Video : lancer d'une roquette à partir de la bande de Gaza](#)

Malgré l'entêtement palestinien, Israël ne renonce pas à la paix. Toutefois, la population israélienne perd l'espoir d'une paix négociée, d'autant que le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a refusé de répondre à la proposition du Premier ministre Olmert en 2008 d'établir un Etat palestinien, l'offre la plus généreuse jamais faite par un responsable israélien.

Depuis les tout premiers jours de l'Etat d'Israël, voire avant même son indépendance, le même schéma de comportement des Palestiniens a constamment été réitéré : toute volonté de compromis et de douloureux sacrifices exprimée par Israël s'est systématiquement heurtée au rejet palestinien et au refus de proposer en échange des concessions.

◆ **Dans quelle mesure la prise de pouvoir du Hamas à Gaza a remis en cause les chances de parvenir à une paix négociée ?**

En 2005, [Israël s'est totalement retiré de la bande de Gaza et de quatre localités du nord de la Samarie](#) dans l'espoir de promouvoir la paix. Ses forces armées ont été redéployées, 8000 habitants des localités juives ont été évacués et 25 communautés civiles démantelées, provoquant des pertes de plusieurs milliards de dollars et un grave traumatisme national. Mais plutôt qu'un pas vers la paix, Israël a dû se mesurer à un territoire hostile sur ses frontières. Le [Hamas](#), une organisation terroriste soutenue par l'Iran, [s'est violemment emparé du contrôle de la bande de Gaza](#) en 2007. Les attentats contre des civils israéliens, incessants depuis 2000, redoublèrent d'intensité. Les villes israéliennes proches de Gaza devinrent la cible quasi quotidienne de barrages de roquettes Qassam et de mortiers, les attentats terroristes se multiplièrent sur la frontière et l'infrastructure terroriste augmenta à un rythme inquiétant.



ERROR: stackunderflow
OFFENDING COMMAND: ~

STACK: